

# LE REPORTER

DÉCEMBRE 2005

VOL. 7 N° 2

## ÇA S'EST PASSÉ EN 2005

### Dans ce numéro :

#### Éditorial

Tirer profit du passé ..... p. 2

#### National

Changement de vote à l'horizon..... p. 4

Le Québec en déclin ?..... p. 10

#### International

La Maison Blanche au féminin..... p. 3

Bolivie révolutionnaire ..... p. 5

La crise des banlieues :

L'intégration à la française ..... p. 7

Que voulait-on cacher ?

Couvrir Katrina ..... p. 8

Une Africaine, chef d'État ! ..... p. 9

#### Sports

Et les gagnants sont... ..... p. 6

#### La Jonction

Écrire pour le Web ..... p. 11



# TIRER PROFIT DU PASSÉ

NICOLAS MOQUIN ET ÉLISABETH RICARD

**C**ouronné chef du Parti québécois (PQ) le 15 novembre dernier, André Boisclair sort indemne d'une longue et pénible course à la succession de Bernard Landry. Premier chef de parti ouvertement homosexuel, l'un des trois seuls politiciens professionnels du Québec avec Jean Charest et Mario Dumont, âgé seulement de 39 ans et fort de 15 années d'expérience en politique, André Boisclair a vu sa campagne minée par des révélations troublantes sur son passé.

Un journaliste de *La Presse*, Denis Lessard, a révélé – dans un texte paru dans *Le Droit!* – qu'André Boisclair aurait consommé de la cocaïne au moment où il était ministre au sein du cabinet de Lucien Bouchard. Après avoir tenté de minimiser la gravité de ses actes, M. Boisclair a été submergé par les questions de la presse auxquelles il a répondu avec parcimonie avant de se réfugier dans un mutisme complet.

Cet écart de conduite devait être rendu public par les médias. Les journalistes ont fait leur travail en divulguant cette information. Le comportement passé de celui qui aspire à gouverner le Québec est illégal en vertu du Code criminel canadien. Cette illégalité en fera l'un des critères majeurs d'intérêt public dans cette affaire.

Selon le diplômé de Harvard, ses frasques passées ont eu lieu à l'extérieur du cadre de ses fonctions ministérielles et ne l'ont pas affecté dans l'accomplissement de son travail. Travail duquel il a su bien s'acquitter tel que le confirment les membres de la presse et de la députation parlementaires du Québec.

Ce qui n'est plus d'intérêt public, c'est l'acharnement sur le passé de l'ancien député de Gouin. Cette ardeur médiatique s'est traduite par le recours aux sources anonymes

afin de salir la réputation d'André Boisclair. Au moment où les allégations sur son passé ont été dévoilées, ce dernier n'avait pas encore donné sa version des faits.

Les rumeurs et le commérage servaient donc de toile de fond pour répandre ce genre d'« histoire ». Les entreprises de presse ont passé sous silence certains enjeux importants de la campagne pour en privilégier d'autres ayant une plus grande valeur commerciale. Rien de cela n'a alors permis d'éclairer les membres du PQ dans leur choix pour la chefferie du parti. Ainsi, la consommation de cocaïne d'André Boisclair a suscité plus d'intérêt que ses idées.

S'impose alors la question suivante : les journalistes sont-ils au service du public, des entreprises de presse ou de leurs propres intérêts? Bien que les journalistes cherchent à se démarquer de la concurrence, certaines histoires valent la peine d'être publiées, davantage lorsque l'on considère l'importante somme de profits qu'elles engendrent. Il en résulte que tous les médias s'y intéressent au même moment.

Derrière la noble tâche d'informer le public se cache d'autres motivations qui ont un poids considérable dans le choix de la sélection des nouvelles. La rentabilité économique des entreprises de presse, la valeur marchande associée à la notoriété personnelle de certains journalistes et la promotion des intérêts commerciaux et politiques des médias pèsent lourd dans la balance.

Avec les lésions laissées par la confession forcée de son nouveau chef, la situation du PQ demeure fragile. À l'approche d'une campagne électorale, les libéraux québécois pourraient tirer à boulets rouges sur André Boisclair, dont la vulnérabilité sème le doute quant à sa capacité à gouverner le Québec.





# LA MAISON BLANCHE AU FÉMININ

HÉLÈNE GENEST

Le président des États-Unis meurt subitement. Malgré l'opposition, la vice-présidente, indépendante de parti, lui succède et devient la première présidente. MacKenzie Allen cumule alors les fonctions de chef d'État, de chef du gouvernement et de commandante en chef des forces armées du plus puissant pays au monde.

C'est ainsi que débute, cet automne, la nouvelle et populaire série télévisée de ABC intitulée *Commander in Chief* (CIC). Inspirée du film *The Contender*, du même directeur, Rod Lurie, CIC est déjà au centre d'une tourmente télévisuelle.

D'un côté, l'émission est critiquée par des gens de droite : ils soutiennent qu'elle est une publicité mal déguisée d'Hollywood pour appuyer Hillary Clinton dans sa course à la présidence de 2008. Mais, à gauche de l'échiquier, CIC est acclamée par The White House Project, une organisation non partisane et sans but lucratif, qui fait la promotion des femmes au pouvoir, en politique entre autres.

## LES FEMMES ET LA POLITIQUE : UNE ALLIANCE DIFFICILE

Selon un sondage USA Today-CNN-Gallup, très peu de femmes sont attirées par le rôle de commandante en chef et peu d'électeurs sont prêts à les accueillir, bien qu'elles occupent déjà des postes souvent perçus comme des tremplins vers la présidence.

Des 14 sénatrices, seule Hillary Clinton s'est montrée intéressée à travailler au bureau oval, anciennement occupé par son mari. De plus, un Américain sur trois doute que son voisin soit prêt à recevoir une femme à la Maison-Blanche.

Dans CIC, MacKenzie Allen, incarnée par Geena Davis, est résolument décisionnaire et compétente. Elle jongle avec les exigences de son nouvel emploi avec aplomb, en plus de soutenir son mari, peu enthousiaste de son rôle de *First Gentleman*, et ses trois enfants, deux jumeaux adolescents et une fillette de six ans.

Les analystes ont cependant tort de croire que CIC n'aide qu'Hillary ou les démocrates; c'est bien toutes les femmes en politique qu'on associe à MacKenzie Allen. Le groupe Americans for Dr Rice souhaiterait que l'actuelle secrétaire d'État, Condoleezza Rice, accède à la présidence des États-Unis. « À notre avis, Rice est une version américaine de Margaret Thatcher, l'ancienne leader britannique. Comme elle, Rice est une femme qui a beaucoup de volonté », affirme la présidente du groupe, Crystal Dueker.

Le fantasme d'Americans for Dr Rice va loin : il établit même des ressemblances entre la coupe de cheveux de Mac Allen et celle de Condi Rice. D'autres ont parlé de similarités phonétiques entre les noms d'Hillary Clinton et de MacKenzie Allen. Comme quoi la série télévisée nourrit autant les boules de cristal des démocrates que des républicains.

Aux présidentielles de 1984, le nom de l'aspirante vice-présidente, Geraldine Ferraro, se trouvait sur la liste des candidats à côté de celui de Walter Mondale. La candidature d'une femme n'avait toutefois pas réussi à briser le plafond de verre malgré l'appui de la population; elle avait perdu par plus de quatre à un.

Le rêve américain se conjuguerait-il uniquement au féminin? Les femmes ont probablement plus de chance de se hisser au sommet de la hiérarchie politique dans un pays doté d'un système parlementaire, où les législateurs plutôt que les électeurs choisissent leur leader.

Si une émission de télévision peut aider une personne ou un parti en particulier, on se demande pourquoi John Kerry n'a pas été élu l'automne dernier grâce à Jed Bartlet, président démocrate dans *The West Wing*. Même la fantaisie hollywoodienne n'offre pas toutes les réponses.



Source: www.moziplusz.hu



# CHANGEMENT DE VOTE À L'HORIZON

RACHELLE MCDUFF

« *U*n mode de scrutin proportionnel mixte? Qu'est-ce que ça mange en hiver? » s'exclame un Montréalais à qui l'on vient de demander son opinion sur l'avant-projet de loi relatif au changement de scrutin proposé par le gouvernement Charest. « Quel projet de loi? » demande une dame intriguée qui s'immisce dans la conversation.

Peu de gens semblent au courant que le 15 décembre 2004, le gouvernement libéral du Québec a déposé à l'Assemblée nationale un avant-projet qui propose de remplacer le mode de scrutin majoritaire actuel par un mode « proportionnel mixte ».

Le mode de scrutin uninominal est en vigueur au Québec depuis deux siècles. Lors d'une élection, un citoyen vote dans sa circonscription pour un député. Le candidat qui obtient le plus de voix est élu. Le parti qui prendra la tête du gouvernement est celui qui aura fait élire le plus grand nombre de députés. C'est simple, fonctionnel, mais ne plaît pas à tout le monde.

Dans le système actuel, un citoyen qui vote pour un petit parti est rarement représenté dans sa circonscription. Résultat : un citoyen mécontent et déçu! En théorie, un système de scrutin proportionnel mixte permet une meilleure représentativité des partis mais favorise un gouvernement de coalition. En Allemagne, avant les dernières élections, le gouvernement était issu d'une coalition entre le Parti social-démocrate et le Parti vert. Voilà pourquoi l'Allemagne est un modèle sur le plan écologique aujourd'hui. Ce système électoral prévaut aussi en Bolivie, en Italie, au Mexique, au Venezuela et en Hongrie.

Mais au Québec, un tel mode de scrutin est-il vraiment nécessaire? Un groupe de cinq intellectuels, composé de Jean-Claude Rivest, Joseph Facal, Claude Corbo, Henri Brun et Christian Dufour, pense que non. Le 10 novembre dernier, ils ont lancé un appel en commission parlementaire contre le projet de loi.

Sur le plan constitutionnel, cette réforme majeure serait une énorme régression pour le Québec. Selon M. Dufour, chercheur à l'ENAP de Montréal, elle nuirait à l'alternance des partis au pouvoir laquelle est une force du système politique actuel. « Nous avons le pouvoir de congédier un gouvernement s'il ne fait pas notre affaire. Avoir une opposition officielle est une force pour un pays, elle permet de faire avancer les choses », dit-il.

M. Dufour note que le projet de loi mis sur table ne favorise même pas les petits partis. Ces partis auront besoin d'un pourcentage minimum, situé entre 15 et 20 %, pour représenter une circonscription. Un pourcentage que les plus petits partis n'atteignent pas toujours. De plus, le mode de scrutin compensatoire conduirait à une « partitocratie » (gouvernement de coalition). On se retrouverait avec deux catégories de députés, dans lesquelles les politiques ne se décideraient pas lors des élections mais se négocieraient après, entre des appareils de partis, révèle le texte du groupe des cinq.

Le qualifiant « d'outrageusement partisan », ce projet de loi permettrait au PLQ d'occuper en permanence le pouvoir, favorisé par les comtés dominés par la minorité anglophone.

Le politologue de l'ENAP reproche également au gouvernement de ne pas prévoir de référendum pour demander l'avis de la population. « Il serait normal d'avoir un large débat public », lance-t-il. Pour l'instant, ses collègues lui et continuent de militer contre le projet et comptent accroître la visibilité en 2006.

« Nous avons le pouvoir de congédier un gouvernement s'il ne fait pas notre affaire. Avoir une opposition officielle est une force pour un pays, elle permet de faire avancer les choses. »

Christian Dufour



# BOLIVIE RÉVOLUTIONNAIRE

ANNE-GAËLLE RICO

**E**n mai dernier, à La Paz, capitale de la Bolivie, de gigantesques manifestations populaires ont forcé le président Mesa à fuir le pays. C'est la deuxième fois en moins de deux ans que le président de la république s'enfuit du palais présidentiel en hélicoptère vers Miami. Des élections doivent avoir lieu en décembre. Le leader syndicaliste Evo Morales vient en tête dans tous les sondages.

## UNE HISTOIRE POLITIQUE MOUVEMENTÉE

La liste des présidents boliviens chassés du pouvoir avant la fin de leur mandat est longue. En 1946, Gualberto Villaruel, un militaire progressiste qui voulait s'attaquer au pouvoir des propriétaires miniers, est renversé. Il est pendu à un réverbère. En 1952, une révolution ouvrière et paysanne prend le pouvoir, mais en 1964, le général Barrientos, s'empare du pouvoir. Suivent deux autres coups d'État, en 1971 et en 1980, qui placent le dictateur Meza à la tête de l'État. En 1986, une marche de mineurs sur La Paz est violemment stoppée par l'armée.

Le scénario se répète, en 2003, lorsqu'une révolte lancée par les paysans, bientôt rejoints par les mineurs, est réprimée dans le sang. Bilan : 80 morts et la fuite du président ultra-libéral Gonzalo Sanchez de Lozada, surnommé Goni. C'est son vice-président Carlos Mesa qui lui succède.

À peine un an et demi plus tard, en mai 2005, un vent de révolte souffle à nouveau dans les villes de Bolivie. Tous les jours, pendant plusieurs semaines, des centaines de milliers de personnes envahissent les rues de La Paz. Des jeunes, des vieux, des enfants, beaucoup de femmes que leurs jupes traditionnelles et leurs chapeaux melon n'empêchent pas de prendre activement part aux manifestations. « Que se vayan todos » (qu'ils s'en aillent tous), « el pueblo unido jamás será vencido » (le peuple uni ne sera

jamais vaincu) crient les leaders dans des porte-voix malgré les gaz lacrymogènes répandus par la police.

## DES REVENDICATIONS CLAIRES

Que réclament-ils? La nationalisation des nombreuses ressources naturelles (pétrole, gaz naturel, eau) dont dispose le pays. Un impôt de 50 % sur leur exploitation par des firmes multinationales. Ils exigent la redistribution des richesses au profit du peuple. Ils refusent la Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA) souhaitée par les États-Unis et des firmes multinationales. Grâce à la mobilisation populaire, la société Bechtel, qui avait profité de la privatisation de l'eau initiée par Goni, a été chassée en 2000. La firme a trouvé de nouveaux marchés... en Irak. Les Boliviens souhaitent aujourd'hui l'expulsion de Aguas de Illimani (Suez Lyonnaise des eaux) et la convo-

cation d'une assemblée constituante, à l'instar de l'acte fondateur de la révolution bolivarienne de Hugo Chávez au Venezuela.

« Que se vayan todos »

« El pueblo unido jamás será vencido »

## UN TOURNANT HISTORIQUE

Le 30 octobre dernier, la Cour nationale électorale annonce qu'il est impossible d'organiser le scrutin avant la fin de l'année comme il était pourtant prévu. Pour Evo Morales, cette décision vise à l'empêcher d'accéder démocratiquement à la tête de l'État. Indien aymara, autodidacte, syndicaliste, producteur de coca et leader du Mouvement vers le socialisme, Morales n'a pas que des amis.

Le président assurant l'intérim, Eduardo Rodriguez, a mis fin aux querelles en signant un décret suprême et les élections auront finalement lieu le 18 décembre. Ce jour sera l'occasion pour les Boliviens d'exercer leur droit de citoyen et de décider de l'avenir de leur pays.

## ET LES GAGNANTS SONT ...

JEAN-CLAUDE PAQUET

Il n'est pas facile de déterminer quel événement touchant le sport a marqué l'imaginaire des sportifs de salon en 2005. C'est une tâche arbitraire et subjective, direz-vous. Vous avez raison! Mais, vous lisez une chronique, non?

Pour les amateurs de baseball, on retient deux événements. La première saison des Nationals de Washington (nos défunts Expos) n'a ému aucun Montréalais. Mais la victoire non moins étonnante d'une équipe qui a causé des surprises tout au long de l'année, les White Sox de Chicago, a enflammé plus d'un amateur. Une équipe qui était synonyme de perdants depuis 1917! Année de leur dernière série mondiale.

Au football, il y a eu la troisième conquête du Super Bowl, en quatre ans, par les Patriots de la Nouvelle-Angleterre. On peut parler ici de dynastie. On ne peut pas, non plus, passer sous silence les frasques de Ricky Williams des Dolphins de Miami, qui, après avoir quitté l'équipe un an plus tôt – pour aller vivre comme un hippie – est revenu jouer. Une

crampe au cerveau l'avait incité à déshonorer un contrat de plusieurs millions de dollars. Disons que le versement de quelques millions, reçus comme boni à la signature, l'a amené à revenir jouer pour son équipe.

Dans les autres sports, on peut parler du décès du boxeur étoile Levander Johnson lors d'un match de championnat. Ou encore de la suprématie de Roger Federer (81-4) au tennis, qui n'était qu'à une victoire du record de John

McEnroe (82-3), record détenu depuis vingt ans. Au basketball, Steve Nash des Suns de Phoenix de la NBA est devenu le premier Canadien à mériter le titre de joueur le plus utile à son équipe.

Du côté de notre sport national, on doit évoquer le retour de la LNH après un an de conflit. Il faut également mentionner l'engouement suscité par le phénomène Sydney Crosby. Qu'il est beau à voir jouer, non?

Mais tous semblent avoir oublié que 2005 marque un triste anniversaire. Il y a dix ans, les Nordiques de Québec partaient au Colorado pour devenir l'Avalanche. On est resté dans des noms évoquant le froid. Conceptuel.

Le 16 mai 1995, les Nordiques disputaient le dernier match de hockey professionnel à Québec. Et l'impensable est survenu au cours de l'été. L'équipe préférée des cols bleus quitte la Vieille Capitale. On connaît la suite. La franchise relocalisée remporta sa première coupe Stanley dès l'année suivante. C'est comme si on avait décidé d'arrêter de cotiser le deux « piastres » pour la 6/49 avec notre groupe de loterie et que ce dernier remportait le gros lot. Déprimant.

Plusieurs personnes ne digèrent pas encore ce départ. Le sujet d'un possible retour des Nordiques reste tabou. Deux hommes de la région de Québec ont décidé de rouvrir le débat. Ils ont lancé un site Internet, retour-desnordiques.com, où les citoyens peuvent signer une pétition en faveur du retour. Depuis le 14 octobre 2005, plus de 30 000 personnes ont signé. Éric Bergeron et François Gariépy, les deux instigateurs de la pétition, se considèrent comme des partisans orphelins, comme des milliers d'autres Québécois. Projet utopique, dites-vous? Sans doute. Qui plus est, à Québec, ne vient-on pas d'élire à la mairie Andrée Boucher. Une femme qui a toujours été contre les Nordiques et le sport en général. Désolé, ce sera pour une autre fois!



# LA CRISE DES BANLIEUES :

## L'INTÉGRATION À LA FRANÇAISE

KATIA MONTEILHET

**L**e 27 octobre 2005, des émeutes éclatent dans les banlieues de Paris, puis, ailleurs en France. Des images parfois dantesques nous parviennent. Des jeunes, issus des quartiers « sensibles », jettent des pierres, des cocktails Molotov ou des projectiles sur les policiers et les pompiers. Ils brûlent voitures, écoles et commerces. L'élément déclencheur de ce chaos serait la mort accidentelle de deux jeunes, Ziad et Banou, respectivement d'origine tunisienne et malienne, à Clichy-sous-Bois (*L'Humanité*, 2 novembre 2005).

Ces événements amènent les médias à s'interroger sur le modèle d'intégration français. Dans l'émission *À vous de juger*, du 10 novembre dernier sur TV5, Nicolas Sarkozy, ministre de l'Intérieur, affirme « qu'on assiste à une montée des intégrismes en Europe » et que cette volonté marquée de vouloir afficher sa différence culturelle est préjudiciable aux idées républicaines. Il souligne que les parents et grands-parents de la génération actuelle étaient mieux intégrés, respectant d'emblée les us et coutumes du pays d'accueil. Le ministre cite pour exemple un père et son fils qu'il rencontre dans un commissariat : le père est habillé comme un Français, le fils, en costume traditionnel africain. Enfin, M. Sarkozy prône l'instauration d'une politique préconisant une immigration choisie plutôt que subie, car l'État français ne possède pas les structures socio-économiques pour offrir du logement et du travail à un bassin aussi important de nouveaux arrivants et à un rythme aussi rapide.

Un constat similaire est émis par Pierre Assouline, auteur invité à la Première Chaîne de Radio-Canada à l'émission

*Pourquoi pas dimanche*, le 13 novembre. M. Assouline soutient, en parlant des jeunes : « La génération de leurs parents se sentait bien en France. [Ils] connaissaient les difficultés de l'Afrique, avaient trouvé du travail en France et appréciaient leur pays d'accueil. Il y a une génération sacrifiée, c'est celle-ci. Ces jeunes ne se sentent pas acceptés, pourtant ils sont Français... » M. Assouline rappelle l'importance de miser sur une politique favorisant la création d'emplois afin de sortir les jeunes du cercle de la pauvreté et de la ghettoïsation.

**Il faut rappeler que Marseille,  
qui accueille pourtant  
une forte population  
d'origine africaine,  
a connu très peu d'émeutes.**

L'éditorial de l'émission *Kiosque*, sur TV5, le 13 novembre, traite également le sujet. Michel Arseneault (*L'actualité*, Canada) remarque, lorsqu'il est à Paris, que beaucoup de gens constamment interpellés dans les métros ou endroits publics « ne sont pas de la même couleur » que lui. Il y aurait donc exaspération des jeunes perpétuellement suspectés, ce qui ne favorise pas leur désir

d'intégration.

### CONSIDÉRATIONS COMPLÉMENTAIRES

On présente souvent les émeutiers comme un ensemble homogène reflétant les frustrations des jeunes. Or, il s'agit de petits groupes, organisés certes, mais isolés, ne représentant pas les volontés de la jeunesse en général (*Le Monde*, 16 novembre 2005). Ensuite, il faut rappeler que Marseille, qui accueille pourtant une forte population d'origine africaine, a connu très peu d'émeutes. Une des solutions ne serait-elle pas une politique d'urbanisation adéquate et humaine et non de contrôler l'immigration? Il faut voir le problème dans une perspective globale : cadre de vie, emploi, éducation. Sinon, l'épisode vécu cet automne ne sera qu'un prélude.

## QUE VOULAIT-ON CACHER ?

### COUVRIR KATRINA

DANIEL DESCHÊNES

**R**eporters sans frontière se dit préoccupée par « plusieurs agressions commises contre des reporters et des photographes » dans leur couverture de l'après-Katrina. De plus, certains médias ont démontré que le gouvernement américain tentait, par la voix de ses forces armées et de la police, d'écarter les journalistes qui, armés de leur caméra, s'approchaient des cadavres laissés par la tempête. Que leur reproche-t-on? Que craint-on d'eux?

#### MOLESTÉS ET MUSELÉS

2005 aura été une *annus horribilis* pour quelques reporters téméraires tentant d'accomplir leur devoir d'information.

Les autorités policières ont retiré les cartes de presse de Tim Harper, du *Toronto Star*, alors qu'il couvrait des accrochages entre policiers et pillards à la Nouvelle-Orléans. Le *Washington Post* rapportait d'ailleurs qu'on avait utilisé la méthode forte contre ce journaliste allant jusqu'à confisquer son appareil-photo et sa clé-mémoire, après l'avoir projeté au sol.

Gordon Russell, un autre reporter, raconte à RFI toute la force qu'on a utilisée contre lui. « On m'a rejeté de mon camion, pris mes deux caméras, écarté mes jambes et pointé un fusil à mon endroit. [...] On m'a ensuite dit de partir et on a volé mes deux clés-mémoire ».

Il faut dire que les journalistes ont très rapidement dénoncé la lente réaction de la FEMA, l'agence fédérale des situations d'urgence. Pour la première fois depuis le 11 septembre 2001, selon plusieurs blogueurs proches du Parti démocrate, les médias sortaient de leur torpeur. Selon la RFI, « il était surprenant de voir Fox et CNN afficher leur incompréhension face au manque de secours ». Et même, « il aura fallu un drame américain pour que les médias américains retrouvent le sens du

reportage ».

Or, face à cette nouvelle attitude critique, la FEMA a jugé bon d'interdire toute présentation télévisée des cadavres qui jonchaient les rues après la tragédie. Plus tard, la FEMA leur a également refusé aux journalistes le droit d'accompagner des équipes de secours. L'armée s'est même montrée hostile à leur égard, selon l'émission de télé câblée *Democracy Now!*.

Prétexte évoqué pour justifier ces actes de censure : les journalistes nuisent aux efforts pour regagner le contrôle de la ville. De plus, la Maison-Blanche aurait demandé de « protéger la dignité et le respect des morts ».

Non satisfaite, CNN est allée en cour fédérale, qui a jugé que les exigences gouvernementales étaient « non constitutionnelles et brimaient la liberté d'expression ». Le juge a donné raison à la chaîne d'informations et ordonné aux autorités policières de ne plus nuire au travail des journalistes.

#### JOURNALISTES À CRITIQUER?

Même si, au bout du compte, la liberté de presse sort gagnante de cet épisode, des questions devraient être posées aux journalistes. Pourquoi a-t-on voulu les faire taire? Quel malaise se dissimule sous cette friolité du gouvernement?

Les scandales qui ont éclaboussé le journalisme depuis quelque temps (tous ces plagiaires et ces faussaires) auraient-ils détruit la crédibilité des médias? La désinformation gouvernementale nuit-elle tant à ceux qui en sont les victimes? Si oui, l'information devra, comme on le mentionnait au dernier numéro du *Reporter*, « s'intéresser d'abord à la vérité ». Il semble en effet que bien des gens craignent d'être les victimes d'une prochaine dérive journalistique.

2005 aura été une  
*annus horribilis*  
pour quelques reporters  
téméraires  
tentant d'accomplir  
leur devoir d'information.





# UNE AFRICAINE, CHEF D'ÉTAT !

HEIDI LIGERET

**C'**est avec 59,4% des voix qu'Ellen Johnson-Sirleaf a remporté le second tour des élections présidentielles au Libéria. Les résultats officiels ont été proclamés, le 23 novembre dernier, après que la Commission Électorale Nationale eut étudié la plainte pour fraude déposée par le candidat déchu : l'ex footballeur, George Weah. Mme Johnson-Sirleaf prêtera serment le 16 janvier pour un mandat de six ans.

Compte tenu du fait qu'il s'agit des premières élections libres au Libéria, ce scrutin constitue un symbole très puissant. Actuellement, ce petit pays d'Afrique occidentale est une région totalement dévastée. Son histoire commence en 1822, lorsque l'« American Colonization Society » rapatrie en Afrique des esclaves affranchis. Ceux-ci fondent alors le Libéria, dont l'indépendance est proclamée en 1847.

Pendant plus d'un siècle, l'économie se développe grâce à l'exploitation du minerai de fer, mais le Liberia reste néanmoins très fragile. En effet, la majorité des postes de décision est occupée par les descendants des esclaves américains et non pas les autochtones, constituant pourtant 95% de la population.

Cette situation bascule en 1980, lorsque Samuel K. Doe, membre de l'ethnie krahn, prend le pouvoir suite à un sanglant coup d'État. Le pays sombre alors dans la dictature. Dix ans plus tard, une terrible guerre civile éclate entre factions rivales; le conflit provoque la mort de 250 000 personnes !

En 1997, une élection présidentielle mène au pouvoir le chef rebelle Charles Taylor. Mais, en 2003, face à une nouvelle rébellion, et les Nations-Unies le soupçonnant de soutenir le conflit en Sierra Léone, il s'exile au Nigeria. Son départ favorise la signature d'un accord de paix entre les rebelles et la formation d'un gouvernement transitoire qui organise, avec l'aide des Casques bleus, le désarmement des combattants et les présidentielles.

La victoire de Mme Johnson-Sirleaf constitue un réel espoir pour le Libéria. Descendante d'esclaves et grand-mère de 67 ans, cette économiste, diplômée de Harvard, travailla notamment à la Banque Mondiale et occupa le poste de ministre des Finances dans les années 70. Elle s'opposa à l'arrivée au pouvoir de Samuel K. Doe, ce qui lui valu deux séjours en prison. De 1992 à 1997, elle dirigea le bureau Afrique du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). En 1997, elle soutint Charles Taylor croyant qu'il remettrait le pays sur les rails. Elle avoue : « Nous nous sommes trompés. Nous l'avons combattu dès que nous avons compris qui il était. » À ceux qui la critiquent, elle répond : « Je n'ai pas à m'excuser d'être pro-occidentale. Je vais m'en servir pour aider au développement de mon pays. »

Et sa tâche sera lourde : réinsérer les enfants soldats, améliorer la vie de milliers de personnes vivant dans des camps de réfugiés, rétablir les routes, l'accès à l'électricité et l'eau courante, diminuer le chômage et l'analphabétisme.

Remplie de joie par sa victoire, elle déclare : « Je remercie le peuple libérien pour avoir accompli son devoir électoral et je suis très heureuse de devenir la prochaine présidente du Libéria. » Elle précise : « Nous nous sommes engagés à former un gouvernement d'unité qui dépassera les lignes de fracture entre les partis, les ethnies et les religions », tout en laissant entendre que Georges Weah pourrait avoir un poste dans le gouvernement. Enfin, elle ajoute : « Je me dois de faire la fierté de toutes les femmes libériennes, celles d'Afrique et du monde entier. »

**Descendante  
d'esclaves et  
grand-mère de 67  
ans, elle s'opposa à  
l'arrivée au pouvoir  
de Samuel K. Doe.**

# LE QUÉBEC EN DÉCLIN ?

FRANCIS PAQUIN

**L**a question du déclin démographique vient de refaire surface. Par le biais d'un manifeste, douze personnalités québécoises tirent la sonnette d'alarme. Ils invitent les Québécois à tout mettre en œuvre afin de relever l'immense défi que représente ce déclin démographique. Alarmiste, la troupe menée par Lucien Bouchard, ancien premier ministre du Québec?

Au cours du 20<sup>e</sup> siècle, la population québécoise est passée de 1,6 million à 7,4 millions d'individus. À ce jour, elle représente environ une personne sur 1000 dans le monde. Durant la même période, le poids du Québec au Canada a diminué. De 31% en 1901, il est tombé à 24% à la fin de 2000. L'influence québécoise au niveau politique a donc considérablement décliné pendant ce temps.

Dans les années 50, la croissance de la population québécoise atteignait 30% par an. Durant la dernière décennie, l'augmentation n'est que de 5% par an. Cette tendance conduit inévitablement à un plafonnement du nombre d'individus. Statistique Canada projette un sommet d'environ 7,8 millions d'habitants en 2026. Dès lors, le nombre d'individus chutera pour retourner au niveau actuel de 7,4 millions au cours de la seconde moitié du 21<sup>e</sup> siècle.



Source : Google images

La pyramide des âges est également un indicateur de l'évolution de la population. La tranche d'âge dominante au Québec à la fin du 20<sup>e</sup> siècle est celle des individus nés entre 1946 et 1966. Ce sont les *baby-boomers*. L'âge médian au Québec est donc continuellement en hausse depuis 1966. Il va finir par se stabiliser à environ 49 ans vers 2041. Le vieillissement de la population associé au faible nombre de naissances a pour effet de diminuer de façon drastique la population active.

Sont considérés comme actifs les gens âgés entre 16 et 65 ans. De façon plus précise, ce sont les individus actifs sur le marché du travail. Une baisse dans la population active entraîne certaines conséquences en matière de dynamique économique d'un pays. La plus notable s'avère une baisse marquée du nombre de travailleurs. Ces derniers contribuent au trésor public au moyen des impôts et des taxes. À la suite d'une diminution du nombre de travailleurs, la richesse collective s'en trouve diminuée.

Favoriser l'immigration est une solution souvent évoquée pour pallier la diminution drastique de la population au Québec. Il semble toutefois peu probable que l'arrivée massive d'immigrants renverse la tendance actuelle. En 2001, Montréal se classait septième au pays quant au pourcentage de nouveaux arrivants. Le fait que la métropole québécoise soit francophone peut expliquer cette tendance. La plupart des immigrants qui s'ajoutent au tissu social québécois sont originaires de cinq pays qui, autrefois, étaient des protectorats ou des colonies appartenant à la France. Les gens provenant de l'Inde ou des Philippines, par exemple, choisiront davantage des villes comme Toronto, Vancouver, Ottawa ou encore Calgary.

Les conséquences à long terme mentionnées par le manifeste des douze sont multiples. La croissance fulgurante des soins de santé y est présentée, tout comme la faible croissance économique par rapport à nos voisins ontariens et américains. La hausse des dépenses comme la baisse des revenus sont au centre de leur argumentation. Le *Manifeste pour un Québec lucide* se veut avant tout une lettre ouverte invitant à l'abandon du *statut quo*.

# ÉCRIRE POUR LE WEB

JEAN-FRANÇOIS VILLENEUVE

Écrire pour le Web n'est pas une discipline nouvelle, mais cette dernière est en constante mutation. Le média est relativement nouveau et certaines tendances sont découvertes. D'autres, abandonnés depuis quelques années, reviennent tranquillement de l'avant.

Lors d'une causerie organisée le 25 novembre dernier par la Jonction, Manon Laganière et Danielle Jazzar, coordinatrice à la qualité de la langue et réviseuse du site Web de Radio-Canada respectivement, Jonathan Trudel, rédacteur en chef et reporter au magazine *L'actualité* et Pascal Lapointe, rédacteur en chef de l'Agence Science-Presse, se sont exprimés sur le sujet.

## SPÉCIFICITÉ DU MÉDIA

« Il faut être accrocheur, clair et précis. Le journalisme Web se doit d'être visuel, puisque la grande force du média se trouve dans ses possibilités infinies en audio-visuel », affirme Danielle Jazzar. « Il faut par contre demeurer le plus concis possible pour garder l'attention de l'internaute qui navigue parmi de multiples fenêtres. »

Jonathan Trudel va plus loin. La tendance veut que les longs textes soient scindés en plusieurs pages Web, comme c'est de plus en plus le cas dans les magazines. Il est maintenant rare de voir un long texte qui ne sera pas découpé en encadrés et en différentes sections autonomes. L'intérêt du lecteur y est, bien sûr, accru, mais Trudel note que plus il y a de pages à visiter, plus il y a de publicités à voir.

## LES GRANDS DANGERS

S'il y a traditionnellement un mur entre publicité et information, la démarcation est ici beaucoup plus difficile à faire. Il est ainsi souvent malaisé de retrouver l'information quand elle est mélangée à une publicité qui en reprend les caractéristiques visuelles et textuelles. Il est problématique,

selon Jonathan Trudel, d'avoir des concours ou de la publicité reliés à des contenus d'information ou présentés comme tel – ce qu'il appelle de « l'advertorial ». Ces procédés sont légions sur Internet.

L'accessibilité au Web rend possible une information axée sur les primeurs et sur la réactualisation de la nouvelle. Pascal Lapointe juge que cette surabondance d'informations peut devenir une source de superficialité : un fait divers ou une rumeur peut prendre des proportions gigantesques. Si la publication est instantanée, la correction l'est aussi. Le risque de publier une nouvelle sans avoir vérifié ses sources y est donc encore plus présent que dans les médias traditionnels.



Photo: Jean-François Villeneuve  
Pascal Lapointe, Danielle Jazzar, Manon Laganière et Jonathan Trudel, conférenciers invités à la dernière Jonction.

Manon Laganière ajoute qu'il y a constamment une reconsidération de la valeur des nouvelles. N'ayant aucune plage horaire déterminée, comment fait-on pour décider de la valeur et de la hiérarchie des manchettes? Il faut alors utiliser son jugement, sans oublier que l'internaute fera différentes visites quotidiennes.

## POSSIBILITÉS D'EMPLOIS

L'avenir est à la polyvalence. Les nouveaux journalistes devront connaître les bases de la programmation Web. Il faudra jumeler ces divers modes de communication au journalisme traditionnel pour être capable d'y faire sa niche.

La qualité de la langue est maintenant primordiale, puisque la rapidité d'exécution est telle qu'il est souvent impossible de déceler toutes les erreurs d'un texte avant qu'il ne soit publié. Il faut avoir un esprit de synthèse qui cerne rapidement l'essentiel de la nouvelle afin de la retransmettre à un lectorat qui n'est plus simplement régional, mais bel et bien planétaire. Les possibilités d'emplois sont présentes, mais il faut être rigoureux et passionné par l'information et par la technique pour parvenir à se démarquer et réussir dans ce domaine.

## COMITÉ DE RÉDACTION

**Rédacteur en chef** : Nicolas Moquin

**Rédactrice en chef adjointe** : Élisabeth Ricard

**Pupitreur** : Normand Bélisle

**Collaborateurs** : Daniel Deschênes, Hélène Genest,

Heidi Ligeret, Rachelle McDuff, Katia Monteilhet,

Jean-Claude Paquet, Francis Paquin, Anne-Gaëlle Rico,

Jean-François Villeneuve

**Révisseurs** : Anne-Marie Cinq-Mars, Suzanne Cloutier,

Julie Marcotte, Marie-Andrée Quintal

**Superviseur** : Jean-Claude Leclerc

## AVIS AUX COLLABORATEURS

Vous voulez participer au prochain numéro ? Envoyez-nous un texte de **3500** caractères, espaces comprises, police *Times New Roman*, 12 points à double interligne, pas d'alinéa. Indiquez le titre de votre article dans la case objet de votre courriel adressé à :

**lereporter@ageefep.qc.ca**

Le comité de rédaction se réserve le droit de refuser tout article qu'il jugera tendancieux, litigieux ou au contenu inexact.

Il se réserve également le droit de corriger tout texte qui lui sera soumis.

Des commentaires, des questions,  
des suggestions ?

Nous voulons vous lire !

Écrivez-nous à :

**lereporter@ageefep.qc.ca**

Prochaine date de tombée :

**16 janvier 2006**

## À voir ...

Pour connaître les derniers développements, activités, concours, offres d'emplois, etc., rendez-vous à :

<http://serveur-fep.fep.umontreal.ca/journalisme/>

ou

<http://serveur-fep.fep.umontreal.ca/redaction/>

**L'équipe du Reporter vous souhaite un Joyeux temps des fêtes. Au plaisir de lire vos textes en 2006.**

